

Algérie : un président et un système sans opposition ?

samedi 7 décembre 2013, par [DJERMOUNE Nadir](#) (Date de rédaction antérieure : 29 novembre 2013).

Sommaire

- [Le champ économique](#)
- [Les réactions sociales](#)
- [La réponse du pouvoir](#)
- [Crédibilité de l'alternance](#)
- [La gauche révolutionnaire ?](#)

A quelques mois des élections présidentielles, un chef de l'État malade, une classe politique qui s'accroche aux gestes du président et une population qui retrouve sa fierté dans la qualification de son équipe nationale de football au mondial brésilien. Qu'en est-il du reste ?

Le champ économique

L'économie capitaliste algérienne est essentiellement construite sur la fiscalité pétrolière depuis les années 1970, même si les recettes pétrolières de 2012 étaient de 73,981 milliards de dollars sur un PIB de 207,96 mrd de dollars, selon les chiffres officiels. Les fluctuations des prix des hydrocarbures continuent à fragiliser la finance publique. C'est le cas dans la conjoncture actuelle. On assiste en effet à une dépréciation du dinar. Cette dépréciation est déclarée comme une forme de dévaluation et présentée comme un acte volontaire et intentionnel pour limiter les importations des produits fabriqués en Algérie. Une manière de protéger l'économie nationale ! Or si c'est le cas, il faut préciser que cette dépréciation se traduira par une augmentation des prix des matières premières qui sont importées. Il faut souligner aussi que cette production nationale sera prise en charge par un secteur privé qui inscrit son action dans le cadre du libéralisme ambiant, selon les déclarations du Premier ministre Sellal. On assiste en réalité à un processus de transfert d'argent de la finance public au privé, embelli par le slogan « production nationale ». Ce qui pose d'emblé la question de la capacité de la construction d'une quelconque souveraineté économique dans le cadre d'une privatisation globale.

Quoiqu'il en soit, la prudence doit être de mise, insiste le discours officiel. Certains préconisent même le gel des salaires et l'arrêt des recrutements dans la fonction publique. Mais les projets des grands travaux d'infrastructures, réseaux autoroutiers, hydrauliques ou encore les transports urbains (tramway dans les principales villes algériennes) sont maintenus. Si cette situation perdure, ils vont sûrement être revus à la baisse. Ce qui engendrera une fluctuation au niveau de l'emploi. Mais pour l'instant, on n'en est pas là. A court terme, le pouvoir dispose d'une certaine aisance financière qui lui permet de juguler cette « panne », quand on sait que l'Algérie n'est pas endettée.

Le discours sur l'austérité est de ce point de vue destiné à freiner l'élan revendicatif des travailleurs et du monde populaire. Le projet de la grande mosquée, par exemple, avec 1,5 milliard de dollars, c'est-à-dire quelque chose comme 2% des revenus des exportations des hydrocarbures, projet pour

la simple gloire du président, est maintenu. Ce qui nous donne une idée sur la marge de manœuvre dont dispose encore le régime.

Les réactions sociales

Depuis 2011, sous l'onde de choc des révoltes tunisiennes et égyptiennes, nous avons assisté à une explosion sociale provoquée directement par une augmentation des prix des produits de première nécessité, et une baisse de la valeur du dinar. Cette explosion sociale est suivie par un mouvement de grèves touchant les travailleurs de la fonction publique, du secteur économique public et privé et même les chômeurs et travailleurs précaires. On a assisté en parallèle à une suite de révoltes sociales locales portant sur les conditions de vie : logement, routes, santé... le gouvernement de l'époque a réussi à contrôler la situation en satisfaisant un certain nombre de revendications sociales (augmentations des salaires) et en accordant des crédits et autres avantages aux jeunes sans emploi désireux de créer leur entreprise. Il a réussi par ces actions à maintenir la contestation sur le terrain social et par une gestion pacifique des rassemblements évitant tout dérapage qui aurait transformé des conflits sociaux en révoltes politiques. C'est ainsi que la contestation sociale a été dissocié de l'action politique. Mais la protestation sociale ne s'est pas arrêtée pour autant. Saisissant cette « tendance » qu'à le pouvoir à céder pour éviter tout débordement sur les questions politiques, les grèves et protestation se sont prolongé en dents de scies, certes, mais réelles.

La réponse du pouvoir

La réponse du gouvernement reste la même : céder quand il s'agit des aspects financiers et empêcher tout débordement sur le terrain politique. Or, sur ce terrain, il est relativement tranquille. L'opposition reste incapable de présenter une réponse politique conséquente et crédible. L'heure est au consensus, dit-on ! Ceci s'explique par l'intégration des élites politiques dirigeantes et les composantes sociales qui structurent des principaux partis politiques composant l'opposition. Le cas des islamistes du « Hamas algérien », d'obédience « frère musulman », est assez révélateur de cette intégration sociologique ; même si ces derniers tentent de reconstruire leur virginité après des années de collaboration au gouvernement.

Le capitalisme version Bouteflika a réussi à donner un socle social et économique à une bourgeoisie qui a désormais pignon sur rue mais qui n'a pas encore sa « pensée politique ». Il a reconstruit une couche moyenne qui n'a plus besoin d'islamisme pour capter ses errements idéologiques. Il a réussi à émietter les classes populaires et à absorber une bonne partie de la contestation sociale dans un tunnel populiste.

Un des jokers du président est l'article 87 bis du code du travail. L'article en question définit le SNMG (le salaire national minimum garanti), non pas sur le salaire de base mais en incluant les primes ! Objet de dissensions lors des tripartites (structure de négociation entre le gouvernement, le syndicat UGTA et les représentants du patronat), l'article en question aurait été abrogé. Mais, selon les dernières déclarations du secrétaire générale de la centrale syndicale, tout le dossier est entre les mains de Bouteflika qui devrait l'annoncer au moment opportun !!! Entre temps, et comme mesures incitatives, le ministre du Travail vient d'indiquer que le nouveau code du travail va favoriser le CDD afin que la flexibilité permette aux patrons « de recruter davantage » !

Crédibilité de l'alternance

La tradition « bonapartiste » du pouvoir algérien, consolidée par les crises successives qui ont traversé l'Algérie, a servi Bouteflika qui a souvent cherché le plébiscite populaire pour régner en seul maître à bord, incontesté et incontestable. Sa maladie a toutefois affaibli son pouvoir personnel. Mais sa volonté d'aller jusqu'au bout de son règne trouve un écho chez les différentes fractions politiques et sociales qui composent et structurent le pouvoir algérien. Elle trouve en revanche de l'indifférence chez une partie des couches populaires. Si les premières ont tout intérêt à maintenir le statut quo politique qui sert royalement leurs intérêts économiques par une largesse dans la distribution de la manne financière dont il dispose, le désintéressement de la deuxième catégorie s'explique surtout par un dépit devant l'absence de projet politique alternatif, ne serait-ce en termes d'alternance à l'intérieur du même régime. Il est vrai cependant que la recherche de stabilité est nourrie par une relative amélioration des conditions sociales et économiques des algériens comparativement à la situation antérieure. Elle est surtout alimentée par la peur d'un retour à l'insécurité au regard de ce qui se déroule chez les voisins libyens, égyptiens ou encore syriens.

L'option d'un quatrième mandat n'est pas à exclure. La grande inconnue reste toutefois l'attitude des électeurs. Une forte abstention et un désaveu populaire terniront l'image d'un président à la recherche d'un dernier plébiscite. Un scénario technique pour sauver la mise serait en construction : il s'agirait de procéder par une révision constitutionnel qui sera soumise avant la fin du mandat actuel en introduisant un amendement rendant possible le prolongement du mandat présidentiel et instaurer par la même occasion le poste de vice-président qui lui succéderait en cas d'un décès prématuré. Ce qui permettrait en même temps une « alternance » douce.

La gauche révolutionnaire ?

L'absence d'une opposition conséquente et crédible se situe aussi à gauche. Dans ce qu'on pourrait désigner la gauche parlementaire, représentée par le PT, le discours est à la défense des frontières contre les attaques impérialistes imminentes. Car l'Algérie est dans le collimateur de l'OTAN comme ses voisines arabes, selon cette critique !!! Ce qui justifie ainsi le soutien peu critique au président, présenté comme garant de cette stabilité. Son discours antilibéral prend ainsi une allure réformiste et son anti-impérialisme inconséquent.

Le reste de la gauche s'est malheureusement affaibli et émietté. Les inerties idéologiques et les différences politiques mises en avant cachent mal l'absence d'un projet alternatif à la portée des masses d'aujourd'hui !!!

L'heure est au rassemblement de cette gauche malgré les difficultés. Ce à quoi s'attèle laborieusement le PST.

Nadir Djermoune

le 29/11/2013
